



REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E

**PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

POLICE MUNICIPALE

*EH/CB
APM 10/0033*

Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,

*Vu l'article L. 2213-6 du Code Général des Collectivités
Territoriales,
Vu l'article L. 113-2 du Code de la Voirie Routière,
Vu la décision de Monsieur le Maire n° 09/088 en date du 15
avril 2009,
Vu la demande en date du 14 janvier 2010
Présentée par SARL COUVERTURE SAINTONGEISE
Demeurant Le Mur - 17250 SAINTE GEMME
à l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire
du domaine public communal,*

A R R E T E

ARTICLE 1 : *L'arrêté APM N°09/1598 en date du 16 décembre 2009 est abrogé.*

ARTICLE 2 : *Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le
domaine public à charge par lui de se conformer aux conditions
suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements
Municipaux et de Police en vigueur.*

- Situation : 6 boulevard du Pigeonnier*
- Surface : 30 m² (télescopique + palettes de tuiles)*
- Durée : du 19 au 30 janvier 2010*

ARTICLE 3 : *Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités
pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à
laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront
éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être
tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.*

ARTICLE 4 : *Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera
tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et
immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et
dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de
se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres
conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé
et déféré au tribunal compétent.*

ARTICLE 5 : *La durée de ces dépôts donne lieu à la perception d'une
redevance calculée sur la base du barème joint en annexe.*

ARTICLE 6 : *Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des
tiers et des Règlements Municipaux.*

ARTICLE 7 : *Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur
conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi
qu'au Trésorier Principal de la Ville.*

Fait à ROYAN, le 15 janvier 2010

**Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 20 janvier 2010**

**Pour le Député-Maire,
L'Adjoint délégué,
Didier BESSON**



N.REF. : JJG/CB
DC N° 09,088

DECISION

*Concernant la taxe pour occupation du domaine public
(Clôture de chantier, Echafaudage, dépôts de matériaux)*

Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,

. Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 Mars 2009, intervenue pour l'application des articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 1^{er} Avril 2009 compte-tenu de l'accomplissement des formalités légales,

. Vu l'arrêté ASG N°09/0283 en date du 1^{er} Avril 2009 rendu exécutoire le 02 Avril 2009 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

. Vu la décision en date du 04 Mars 2008 (DC N°08/075) fixant les tarifs de la taxe pour occupation du domaine public, rendue exécutoire le 11 Mars 2008,

. Le Président de ROYAN SHOPPING consulté par lettre en date du 23 Mars 2009,

D E C I D E

- De fixer à compter du 1^{er} Juin 2009 les tarifs de la taxe pour occupation du domaine public (Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux) comme suit :

	Pour Mémoire Ancien Tarif	Nouveau Tarif
o Forfait pour dépôt d'une benne sur domaine public pour une durée inférieure et égale à 3 jours	35,00 €	36,05 €
o Forfait pour occupation inférieure à 15 Jours	72,15 €	74,35 €
o Au-delà de ces 15 Jours par m2 et par mois d'occupation <ul style="list-style-type: none"> - le 1^{er} mois 7,60 € - le 2^{ème} mois 8,75 € - le 3^{ème} mois 12,05 € - le 4^{ème} mois 14,20 € - à partir du 5^{ème} mois et les mois suivants 18,55 € 	7,85 € 9,00 € 12,40 € 14,65 € 19,10 €	

(au-delà du forfait des 15 jours, tout mois commencé est dû intégralement. Pas d'application du prorata temporis)

- D'encaisser la recette correspondante au compte 70321 – Fonction 01 du Budget Communal.

Fait à ROYAN, le 15 avril 2009
Pour le Député-Maire,
Le Premier Adjoint,
Henri LE GUEUT

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 17 avril 2009